



Un deuxième trimestre mitigé pour la Picardie

Dans un contexte où la reprise de la croissance économique tarde à venir, le deuxième trimestre picard est en demi-teinte. L'emploi salarié marchand reste pratiquement stable malgré les difficultés récurrentes du secteur de la construction : toujours moins de permis de construire et de mises en chantier, provoquant un nouveau repli de l'emploi. Le chômage recule légèrement mais la demande d'emploi repart à la hausse. La création d'entreprise perd en dynamisme mais le nombre de défaillances se stabilise. La météo n'a pas favorisé le printemps touristique.

Jean-Marc MIERLOT, Sophie MILLE, Cédric TASSART Insee Picardie

Rédaction achevée le 21 octobre 2014

L'emploi salarié picard reste stable malgré les difficultés de la construction

Dans un contexte économique où la reprise se fait attendre, l'emploi salarié marchand picard est demeuré pratiquement stable au deuxième trimestre 2014. Il enregistre une légère baisse (-0,1%) correspondant à une perte d'effectifs de 500 salariés. Au niveau national, l'évolution est légèrement plus favorable (+0,1%) du fait d'une hausse plus vigoureuse de l'intérim. Sur un an, l'emploi régional est en repli (-0,9%) alors qu'il est stable en France métropolitaine (figure 1).

Le secteur de la construction picarde est le plus en difficulté. Il subit un recul pour le dixième trimestre consécutif qui, de plus, s'accélère (-1,3% contre -0,5% au trimestre précédent). Un déficit de plus de 400 emplois est à déplorer au deuxième trimestre 2014 ce qui porte le total à 1 300 sur une année et à 3 200 sur l'ensemble des dix trimestres de baisse. La contraction de l'emploi dans la construction est deux fois plus marquée en Picardie qu'au niveau national.

Dans les autres secteurs d'activité, la situation est moins défavorable sans que l'on observe pour autant une véritable inversion de tendance (figure 2).

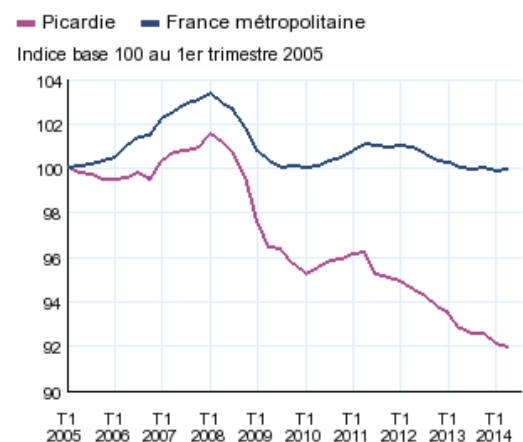
L'emploi industriel picard continue de décroître, mais à un rythme contenu (-0,4% au deuxième trimestre 2014), loin des records de destructions de 2009. Ce secteur suit la tendance nationale (-0,3%).

Le commerce et les services hors intérim stabilisent leurs niveaux d'effectifs (respectivement +0,1% et +0,0%) après le repli observé en début d'année.

Seul l'intérim progresse (+0,9%), mais moins nettement qu'au niveau national (+2,6%) et pas assez fortement pour compenser les pertes du secteur de la construction (figure 3).

L'Aisne concentre l'essentiel des pertes régionales. Dans ce département, l'emploi de tous les grands secteurs d'activité est en perte de vitesse, à l'exception de l'intérim qui ne suffit pas à maintenir le niveau d'ensemble des effectifs salariés. À l'inverse, dans l'Oise, les soldes d'emplois sont positifs dans tous les secteurs, sauf dans la construction. Ce département gagne 300 emplois ce trimestre mais reste déficitaire sur un an (-400 emplois). La Somme est dans une position intermédiaire, elle enregistre une réduction de -0,3% de ses effectifs salariés.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

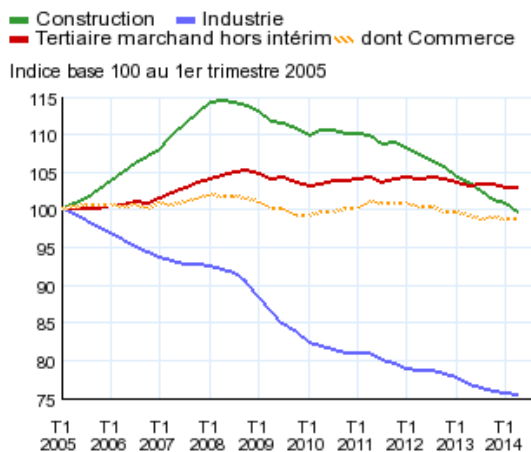


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

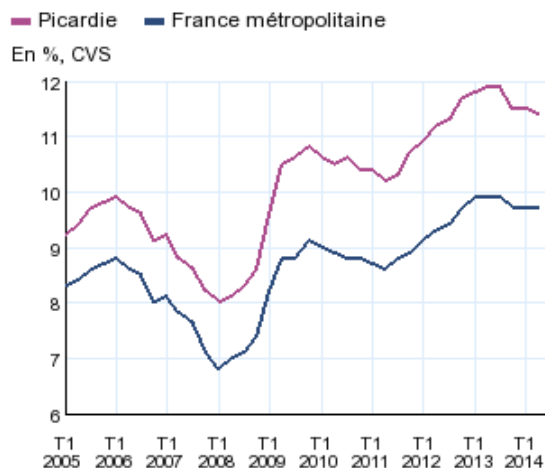
2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Picardie



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

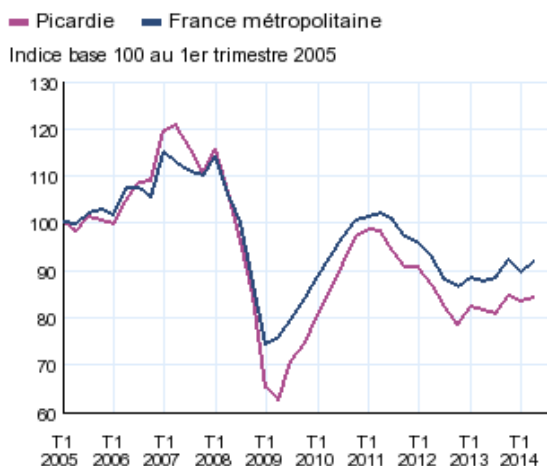
4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France)

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

Légère baisse du taux de chômage picard

Le taux de chômage picard diminue légèrement au deuxième trimestre 2014 (-0,1 point), dans la continuité d'une tendance amorcée l'été 2013. Sur un an, il a baissé de -0,5 point, soit un peu plus qu'au niveau national (-0,2 point). Il reste cependant à un niveau élevé (11,4% en Picardie contre 9,7% en France métropolitaine) et place la Picardie au troisième rang des régions ayant le taux de chômage le plus haut, derrière le Languedoc-Roussillon et le Nord-Pas-de-Calais (figure 4).

Le taux de chômage diminue de -0,1 point dans l'Oise et dans la Somme, il reste stable dans l'Aisne. Sur les quatre derniers trimestres, la réduction du chômage picard s'observe dans chacun des départements : -0,6 point dans la Somme et -0,4 point dans l'Aisne et l'Oise.

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente à nouveau

Le nombre de demandeurs d'emploi, ayant exercé ou non une activité réduite, augmente en Picardie, mais moins vite qu'en France métropolitaine.

Fin juin, ce sont 168 167 picards qui sont inscrits sur les listes de Pôle emploi, soit une évolution de +1,3% (+1,9% au niveau national) au cours du deuxième trimestre. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C, progresse de +2,3% dans la région et de +5,1% en France métropolitaine.

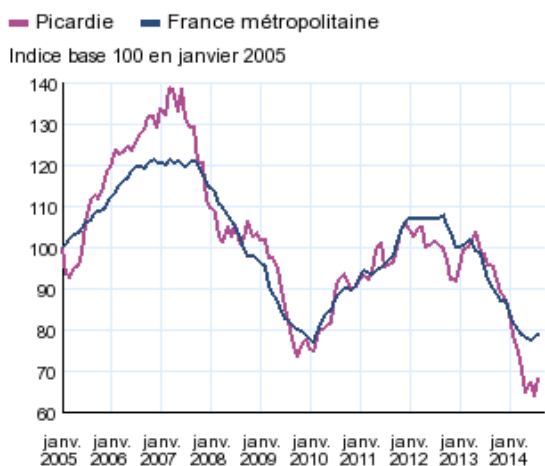
Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans a augmenté de +2,2% ce trimestre et +10,4% sur un an. À l'inverse, chez les moins de 25 ans, la demande d'emploi baisse pour le quatrième trimestre consécutif : -0,7% au deuxième trimestre 2014, soit -5,8% sur un an.

La part des demandeurs d'emploi de longue durée continue d'augmenter. Au deuxième trimestre, ils sont près de 80 000 à être inscrits depuis plus d'un an et représentent 47,2% de la demande (+1,9 point en 1 an). Ils enregistrent une nouvelle progression, de +1,9% sur un trimestre et de +6,5% sur un an.

Toujours moins de permis de construire et de mises en chantier

Le nombre de permis de construire délivrés au cours du deuxième trimestre a de nouveau diminué en Picardie (-9,9% en glissement sur un trimestre du cumul annuel) plus fortement qu'en France (-3,4%). Sur les quatre derniers trimestres (juillet 2013 à juin 2014), 7 100 autorisations de construction ont été accordées contre 10 400 lors de l'année précédente. Cela correspond à une baisse de -32%, encore plus forte qu'au niveau national (-21%) (figure 5). La chute du nombre de logements autorisés à la construction concerne tous les types de logements ordinaires (individuels comme collectifs) et les trois départements picards : l'Aisne (-23%), l'Oise (-36%) et la Somme (-38%).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

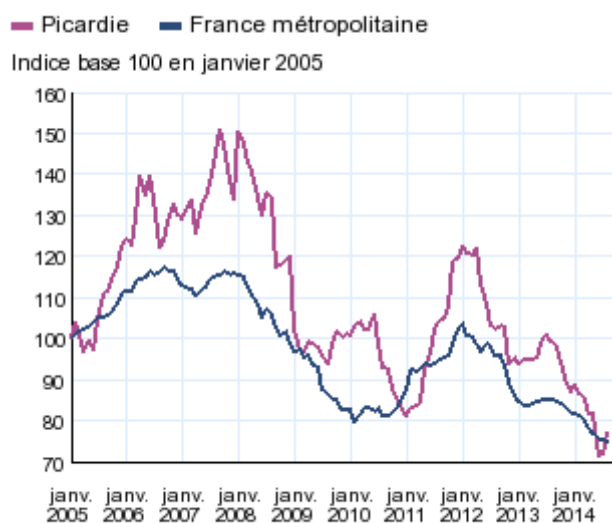


Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois

Source : SoeS, Sit@del2

Le nombre de logements mis en chantier est lui aussi en recul, en Picardie comme en France. Dans la région, il est à son plus bas niveau depuis plus de dix ans. En cumul sur quatre trimestres, il descend nettement sous la barre symbolique des 6 000 unités (5 476) soit une diminution de -28,7% par rapport à l'année précédente. Cette baisse est plus marquée qu'en France (-11,6%) (figure 6). Elle concerne, là encore, tous les types de logements ordinaires (individuels et collectifs) et les trois départements picards : l'Aisne (-18%), l'Oise (-33%) et la Somme (-36%).

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2

Un printemps touristique en demi-teinte

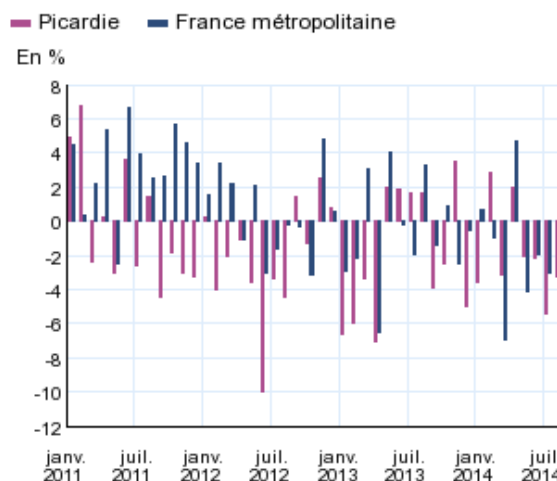
D'avril à juin 2014, le nombre de nuitées picardes dans l'hôtellerie atteint 735 000, soit 1,4% de celles passées sur le territoire français. En Picardie comme en France, ce second trimestre suit la même tendance que le début d'année avec une diminution du nombre des nuitées totales de -0,9% en Picardie et -0,8% en France métropolitaine par rapport au second trimestre 2013. Cette baisse est de nouveau limitée par l'augmentation du nombre de nuitées étrangères qui atteint +0,6% en Picardie et +1,3% en France métropolitaine.

La fréquentation touristique en avril est en hausse de +2% en Picardie. Les vacances des touristes européens (belges, anglais, et

allemands) durant ce mois contribuent à l'augmentation de +5,9% des nuitées étrangères. Cette tendance est encore plus marquée en France métropolitaine avec une progression de +4,6% du volume de nuitées totales et de +13,5% de celui des nuitées étrangères. La météo du mois de mai n'a pas été favorable. De fait, la fréquentation des touristes français et étrangers diminue en Picardie mais moins que sur l'ensemble de l'hexagone. Le nombre de nuitées baisse ainsi de -2,1% en Picardie et -4,1% en France métropolitaine.

Le nombre de touristes se contracte aussi en juin : -2,2% en Picardie et -1,9% en France. La fréquentation étrangère progresse cependant en Picardie durant ce même mois de +0,6%, alors qu'elle recule de -2,5% en moyenne en France (figure 7).

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données mensuelles brutes.

Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.

Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux

L'Aisne voit de nouveau sa fréquentation augmenter de +4,4% au cours du deuxième trimestre de 2014. Le nombre de nuitées samariennes est en légère hausse de +0,6% alors que celui des touristes isariens est en baisse de -4,2%. Cependant, la part des nuitées dans l'Oise représente encore près de la moitié du total régional (44,7%) alors que celle de l'Aisne n'atteint que 20,2% des nuitées de la région.

Les créations d'entreprises ralentissent

Après un début d'année encourageant, la création d'entreprises s'avère moins dynamique au deuxième trimestre 2014 : 2 762 entreprises ont été créées en Picardie entre avril et juin, soit -6,6% comparé au premier trimestre. Cette baisse concerne tous les types de créations, mais plus fortement celles dépendant du régime de l'auto-entrepreneuriat (-10,3%) que celles hors auto-entrepreneuriat (-2,3%).

Sur un an, la création d'entreprises reste toutefois orientée à la hausse aussi bien en Picardie (+3%) qu'en France métropolitaine (+2,5%) (figure 8).

Ce repli du deuxième trimestre 2014 concerne en premier lieu le secteur de la construction qui accuse un recul des créations de -6,2% par rapport à la même période l'année précédente. Le secteur industriel picard, dont la création d'entreprises s'est déjà réduite au premier trimestre, connaît un nouveau tassement de -4,8% qui s'écarter de la tendance nationale (+7,5%).

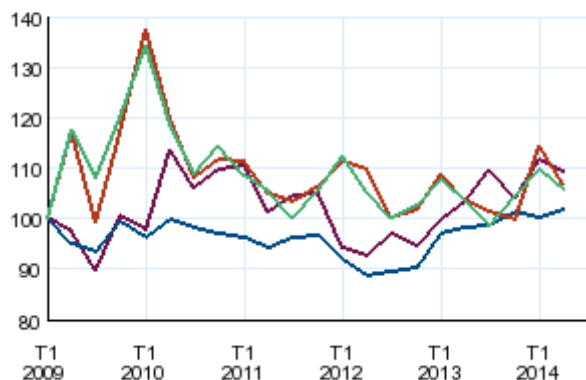
Au deuxième trimestre 2014, la Picardie comptabilise 364 défaillances d'entreprises. Après un début d'année plutôt difficile, le nombre de procédures de redressement ou de liquidation s'est stabilisé en région comme en France métropolitaine. La tendance annuelle reste cependant plus favorable à la Picardie où le nombre

de défaillances a diminué de -8,7% alors qu'il s'est accru de +2% au niveau national. Ce phénomène est particulièrement marqué dans la Somme (-28,2%), et un peu moins dans l'Aisne (-6,7%). À l'inverse, dans l'Oise, les défaillances d'entreprises sont en progression, +7,6% en cumul sur un an (figure9).

8 Créations d'entreprises

■ Picardie hors auto-entrepreneurs
 ■ France métro. hors auto-entrepreneurs
 ■ Picardie y/c auto-entrepreneurs
 ■ France métro. y/c auto-entrepreneurs

Indice base 100 au 1er trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

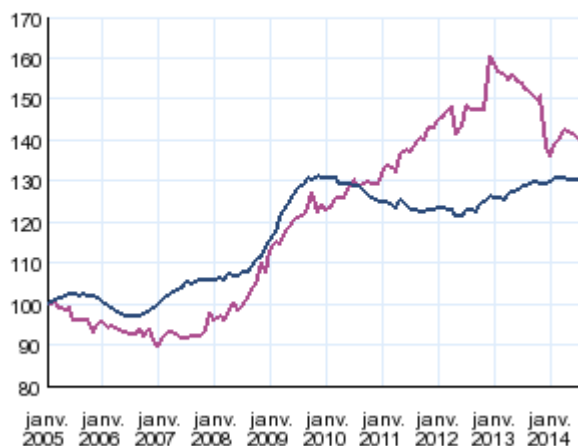
Note : les créations d'entreprises hors entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene)

9 Défaillances d'entreprises

■ Picardie ■ France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

Contexte national La reprise différée

Au deuxième trimestre 2014, l'activité a de nouveau stagné. La production manufacturière s'est nettement repliée (-0,9%), l'investissement des entreprises et les exportations ont déçu. L'économie française croîtrait à peine au second semestre (+0,1% par trimestre), portant la croissance à +0,4% en 2014, comme en 2012 et 2013. La consommation des ménages croîtrait peu, en lien avec un pouvoir d'achat du revenu qui accélérerait modérément (+0,8%, après 0,0% en 2013) et l'investissement en logement continuerait de reculer. L'investissement des entreprises, qui pâtit de la faiblesse récurrente de leurs perspectives, se replierait de nouveau. L'atonie de la croissance en France entraînerait un nouveau recul de l'emploi marchand (-52 000 au second semestre, après -12 000 au premier). Un plus grand nombre d'emplois aidés dans les branches non marchandes permettrait toutefois à l'emploi total de se stabiliser. La population active progressant légèrement, le taux de chômage augmenterait, de 0,1 point sur le second semestre, et atteindrait 10,3% à la fin de l'année, soit le même niveau qu'à l'été 2013.

Contexte international Découplage entre pays anglo-saxons et zone euro

Au deuxième trimestre 2014, l'activité de la zone euro a stagné, avec notamment un repli de l'activité en Allemagne et en Italie. L'économie japonaise s'est également contractée. En revanche, la croissance est restée soutenue aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ce découplage de l'activité entre pays anglo-saxons et zone euro perdurerait jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, aux États-Unis et au Royaume-Uni, la baisse du chômage continuerait de soutenir la demande intérieure et l'activité resterait dynamique. En revanche, dans la zone euro, le niveau élevé du chômage et l'atonie de l'investissement, en particulier en logement, continuerait de freiner la reprise. Au sein de la zone euro, l'activité serait plus dynamique en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. De leur côté, les pays émergents tournent au ralenti depuis les épisodes de tensions monétaires à partir du second semestre 2013. D'ici à la fin de l'année, l'activité se reprendrait un peu, mais freinée par les resserrements budgétaires et monétaires passés.

Insee Picardie

1, rue Vincent Auriol CS 90402
80004 Amiens Cedex 1

Directrice de la publication
Yvonne Pérot

Chef du service Études-
Diffusion
Danièle Lavenseau

Rédactrice en chef
Nathalie Salomon

ISSN : 2416-9021

© Insee 2014

Pour en savoir plus :

Point de conjoncture nationale d'octobre 2014 :

La reprise différée

www.insee.fr/fr, rubrique **Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture**



Insee
Mesurer pour comprendre